

# RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>PARTIE I</b>	<b>PARTIE X</b>
	<b>TITRE ET DÉFINITIONS</b>	<b>CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE</b>
1	Titre	41
2	Définitions	Conférence préparatoire
	<b>PARTIE II</b>	<b>PARTIE XI</b>
	<b>OBJET ET APPLICATION DES RÈGLES</b>	<b>AUTRES APPELS</b>
3	Objet des règles	42
4	Application des règles	43
5	Silence de la loi	44
	<b>PARTIE III</b>	<b>PARTIE XII</b>
	<b>INTRODUCTION DES APPELS</b>	<b>ABANDON ET REJET POUR DÉFAUT DE POURSUIVRE</b>
6	Avis d'appel	45
7	Intitulé de cause dans l'avis d'appel	46
8	Contenu de l'avis d'appel	Abandon
	<b>PARTIE IV</b>	Rejet pour défaut de poursuivre
	<b>SIGNIFICATION ET DÉPÔT DE L'AVIS D'APPEL</b>	<b>PARTIE XII.1</b>
9	Signification de l'avis d'appel	<b>PRÉVENTION D'INSTANCES VEXATOIRES</b>
10	Dépôt de l'avis d'appel	46.1
10.1	Dépôt du jugement ou de l'ordonnance frappés d'appel	46.2
11	Permission d'appel	
12	Appels d'ordonnances accessoires rendues au procès ou en cabinet	<b>PARTIE XIII</b>
13	Modification de l'avis d'appel	<b>NOUVELLE AUDIENCE</b>
14	Date du jugement	47
	<b>PARTIE V</b>	Nouvelle audience
	<b>SUSPENSION DE L'EXÉCUTION</b>	<b>PARTIE XIV</b>
15	Suspension	<b>REQUÊTES</b>
	<b>PARTIE VI</b>	48
	<b>APPEL INCIDENT</b>	49
16	Appel incident	50
	<b>PARTIE VII</b>	51
	<b>INTERVENTION</b>	Forme des requêtes
17	Intervention	Demandes de permission d'appel
	<b>PARTIE VIII</b>	Contentieux de la Couronne
	<b>MISE EN ÉTAT DE L'APPEL: DOSSIER D'APPEL ET MÉMOIRE</b>	Application des <i>Règles de la Cour du Banc de la Reine</i>
	<b>A. Dossier d'appel</b>	<b>PARTIE XV</b>
18	Dossier d'appel obligatoire	<b>DÉPENS ET EXÉCUTION DE JUGEMENT</b>
19	Entente relative à la transcription de la preuve	52
20	Contenu de la transcription	Dépens
21	Transcription	53
22	Entente relative au contenu et à l'achèvement du dossier d'appel	Sûreté en garantie des dépens
23	Contenu du dossier d'appel	54
24	Présentation matérielle du dossier d'appel	Taxation des dépens
25	Transmission du dossier de la juridiction inférieure	54.1
26	Signification et dépôt du dossier d'appel	Révision de la taxation des dépens
	<b>B. Le mémoire</b>	55
27	Le mémoire	Païement des dépens par l'avocat
28	Contenu du mémoire	56
29	Présentation matérielle du mémoire	Compensation
30	Mémoire portant sur des biens matrimoniaux	57
31	Mémoire dans le cas d'une froclusion, d'une vente judiciaire, d'une faillite ou d'une insolvabilité	Exécution de jugements
32	Signification et dépôt du mémoire	57.1
33	Mémoire en réponse à un appel incident	Projets de jugements et d'ordonnances
33.1	Mémoire en réponse - autres cas	<b>PARTIE XVI</b>
34	Dépôt tardif du mémoire	<b>POUVOIRS DE LA COUR</b>
35	Partie non représentée par avocat	58
36	Recueil des textes	59
37	Estimation de la durée de l'audience	Pouvoirs de la Cour
38	Arguments additionnels	Nouvelle preuve
	<b>PARTIE IX</b>	<b>PARTIE XVII</b>
	<b>INSCRIPTION AU RÔLE DE L'APPEL</b>	<b>GÉNÉRALITÉS</b>
39	Inscription au rôle et fixation de la durée de l'audience	60
39.1	Reports	Pouvoirs du greffier
40	Décision sans audition orale des parties	61
		Modalités et conditions
		62
		Lisibilité
		63
		Formulaires
		64
		Intitulé de la cause
		65
		Adresse aux fins de signification
		66
		Adresse illusoïre ou fictive
		67
		Signification
		68
		Avis donnés par le greffier
		69
		Réception par télécopieur
		70
		Calcul des délais
		71
		Prorogation des délais
		72
		Représentation par avocat
		73
		Appareils d'enregistrement sonore
		74
		Directives de pratique
		<b>PARTIE XVIII</b>
		<b>ABROGATION, DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR</b>
		75
		Abrogation
		76
		Dispositions transitoires
		77
		Entrée en vigueur

# RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

2

---

## PARTIE I

### TITRE ET DÉFINITIONS

#### Titre

1 *Règles de la Cour d'appel.*

**Historique:** 11 juillet 1997, r.1.

#### Définitions

2 Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles.

«**Cour**» La Cour d'appel. ("*court*")

«**déposer**» Déposer auprès du greffier et payer le droit réglementaire, le cas échéant. ("*file*")

«**greffier**» Le greffier de la Cour d'appel. ("*registrar*")

«**greffier local**» Greffier local de la Cour du Banc de la Reine. ("*local registrar*")

«**juge**» Sauf indication contraire, le juge de la Cour d'appel agissant en vertu de l'article 20 de la Loi. ("*judge*")

«**jugement**» S'entend également d'un jugement, d'une ordonnance, d'une décision ou d'un jugement appelé *decree*. ("*judgment*")

«**juridiction inférieure**» S'entend, au besoin, d'un tribunal administratif. ("*court appealed from*")

«**Loi**» La *Loi de 2000 sur la Cour d'appel*. ("*Act*")

«**requête**» S'entend également d'une motion. ("*application*")

**Historique:** 11 juillet 1997, r.2; 16 novembre 2007 r.1.

---

## PARTIE II

### OBJET ET APPLICATION DES RÈGLES

#### Objet des règles

3 Les présentes règles ont pour objet d'assurer l'administration ordonnée et expéditive de la justice à la Cour.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.3.

#### Application des règles

4(1) Si l'intérêt de la bonne administration de la justice l'exige, la Cour ou un juge peut dispenser de l'observation des présentes règles ou remédier à leur inobservation et prescrire la procédure à suivre.

(2) La partie qui n'observe pas les présentes règles s'expose à une ordonnance d'adjudication des dépens.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.4.

**Silence de la loi**

5 Les présentes règles s'appliquent dans la mesure du possible lorsqu'une loi confère un droit d'appel ou le droit de saisir la Cour ou un juge d'une requête, mais ne précise pas la procédure à suivre.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.5.

---

PARTIE III

INTRODUCTION DES APPELS

**Avis d'appel**

6 Sauf disposition législative contraire, les appels sont introduits par avis d'appel ou avis d'appel incident. (Formulaires 1a et 1b)

**Historique:** 11 juillet 1997, r.6.

**Intitulé de cause dans l'avis d'appel**

7(1) L'intitulé de cause énonce sans les abrégés:

- a) le nom de l'appelant accompagné de la mention «Appelant», suivi de sa qualité devant la juridiction inférieure;
- b) le nom de chacune des parties concernées par l'appel, accompagné de la mention «Intimé», suivi de sa qualité devant la juridiction inférieure;
- c) le nom de chacune des parties non concernées par l'appel, accompagné de la mention «Tiers», suivi de sa qualité devant la juridiction inférieure.

(2) La qualité de la partie devant la juridiction inférieure est énoncée entre parenthèses.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.7.

**Contenu de l'avis d'appel**

8 En plus d'indiquer le jugement ou l'ordonnance frappés d'appel, l'avis d'appel doit, dans des paragraphes numérotés consécutivement:

- a) préciser si tout ou partie du jugement est attaqué et, dans ce dernier cas, la partie visée;
- b) indiquer la source du droit d'appel et le fondement de la compétence de la Cour pour statuer sur l'appel;
- c) énoncer les moyens d'appel;
- d) formuler de façon précise le redressement sollicité;
- e) fournir les renseignements qu'exige la règle 65(1) (Adresse aux fins de signification);
- f) demander que l'appel soit inscrit pour être entendu à Regina ou à Saskatoon.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.8.

---

PARTIE IV

SIGNIFICATION ET DÉPÔT DE L'AVIS D'APPEL

**Signification de l'avis d'appel**

9(1) L'appelant signifie l'avis d'appel à toutes les parties concernées par l'appel.

(2) L'avis d'appel est signifié dans les 30 jours de la date du jugement ou de l'ordonnance frappés d'appel, sauf disposition contraire des présentes règles et sous réserve de toute loi régissant l'appel.

(3) La signification est effectuée conformément à la règle 67 (Signification) ou par signification au procureur inscrit dans les dossiers de la juridiction inférieure.

(4) La Cour ou un juge peuvent ordonner que l'avis d'appel soit signifié à des tiers et rendre les ordonnances provisoires qu'ils estiment justes.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.9.

**Dépôt de l'avis d'appel**

10(1) L'avis d'appel, accompagné de la preuve de sa signification, est déposé dans les 10 jours de la signification à la dernière partie à recevoir signification, et, si la signification n'est pas requise, il est déposé dans les 30 jours de la date du jugement ou de l'ordonnance frappés d'appel.

(2) L'avis d'appel ne peut être déposé après le délai imparti dans la présente règle que sur ordonnance judiciaire.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.10.

**Dépôt du jugement ou de l'ordonnance frappés d'appel**

10.1 Lorsqu'un jugement ou une ordonnance de la Cour du Banc de la Reine sont frappés d'appel, copie du jugement ou de l'ordonnance obtenus de la Cour du Banc de la Reine est déposée en même temps que l'avis d'appel.

**Historique:** 16 novembre 2007 r.2.

**Permission d'appel**

11(1) Sous réserve de toute loi régissant l'appel, s'il est nécessaire d'obtenir la permission d'appel, la demande de permission est présentée dans les 15 jours de la date du jugement ou de l'ordonnance frappés d'appel ou dans tout délai supplémentaire accordé par la Cour ou un juge.

(2) L'avis d'appel est signifié dans les 10 jours de la date de l'ordonnance permettant l'appel.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.11.

**Appels d'ordonnances accessoires rendues au procès ou en cabinet**

12(1) Lorsqu'une ordonnance ou une décision est rendue pendant ou après un procès et qu'elle n'est qu'accessoire au procès, le délai pour en appeler se termine 30 jours après le prononcé du jugement, et l'appelant de ce jugement peut aussi ajouter à l'avis d'appel l'appel de l'ordonnance ou de la décision accessoires.

(2) Lorsqu'une ordonnance ou une décision est rendue pendant ou après l'audition d'une requête en cabinet et qu'elle n'est qu'accessoire à la requête et ne tranche pas la question en litige, le délai pour en appeler expire 15 jours après le prononcé du jugement sur la question en litige dans la requête, et l'appelant de ce jugement peut aussi ajouter à l'avis d'appel un appel de l'ordonnance ou de la décision accessoires.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.12.

#### **Modification de l'avis d'appel**

**13** L'avis d'appel ou d'appel incident peut être modifié à tout moment sur permission de la Cour ou d'un juge.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.13.

#### **Date du jugement**

**14** Dans la présente partie, la «**date**» d'un jugement ou d'une ordonnance correspond:

- a) soit à la date du dépôt auprès du greffier, du greffier local ou d'un greffier de la Cour du Banc de la Reine siégeant en cabinet, selon le cas, des motifs écrits du jugement ou du fiat écrit;
- b) soit à la date du prononcé du jugement ou de l'ordonnance, dans le cas où l'ordonnance a été rendue ou le jugement a été prononcé en audience publique ou en cabinet et qu'il n'a pas été prévu que les motifs écrits suivraient.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.14.

---

## PARTIE V

### SUSPENSION DE L'EXÉCUTION

#### **Suspension**

**15(1)** Sauf ordonnance contraire du juge de la juridiction inférieure ou d'un juge, la signification et le dépôt de l'avis d'appel ne suspendent pas l'exécution d'un jugement ou d'une ordonnance accordant un *mandamus*, une injonction, ou des aliments en faveur d'un conjoint, d'un enfant ou d'un adulte à charge. Sauf ordonnance contraire d'un juge, la signification et le dépôt de l'avis d'appel suspendent l'exécution de tout autre jugement ou ordonnance tant que l'appel est en instance. (Formulaires 5a et 5b)

(2) En cas de permission de l'appel d'une ordonnance interlocutoire, le juge saisi de la requête peut donner des directives quant à la suspension de l'instance.

(3) Lorsqu'un bref d'exécution a été délivré, puis suspendu en raison d'un appel, l'appelant a le droit d'obtenir un certificat du greffier attestant que l'exécution a été suspendue pendant que l'appel est en instance. Sur dépôt du certificat auprès du shérif, l'exécution du bref est suspendue, mais le débiteur judiciaire doit payer les honoraires du shérif, le montant ainsi versé étant porté à son crédit comme partie des dépens de l'appel.

(4) Sauf ordonnance contraire, la suspension de l'exécution d'un jugement ou d'une ordonnance pendant que l'appel est en instance emporte suspension de toute procédure ultérieure dans l'action, sauf la délivrance du jugement et la taxation des dépens au titre du jugement.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.15; 16 novembre 2007 r.3.

---

PARTIE VI

APPEL INCIDENT

**Appel incident**

16(1) L'intimé qui entend faire valoir que la décision portée en appel devrait être modifiée:

- a) signifie un avis d'appel incident à toutes les parties concernées, dans les 15 jours après réception de la signification de l'avis d'appel;
- b) dépose l'avis d'appel incident accompagné de la preuve de sa signification dans les 10 jours après signification à toutes les parties.

(2) L'avis d'appel incident:

- a) indique la partie du jugement qui devrait être modifiée;
- b) énonce les moyens justifiant la modification;
- c) formule de façon précise le redressement sollicité.

(3) L'omission de signifier l'avis d'appel incident n'empêche pas nécessairement une partie de solliciter la modification du jugement frappé d'appel comme le prévoit la règle 58c) (Pouvoirs de la Cour), mais peut constituer un motif d'ajournement de l'audition de l'appel ou du prononcé d'une ordonnance spéciale d'adjudication des dépens.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.16.

---

PARTIE VII

INTERVENTION

**Intervention**

17(1) Sur permission de la Cour, quiconque a un intérêt dans une instance introduite devant la Cour peut y intervenir aux conditions et selon les modalités qu'elle établit.

(2) L'avis d'appel et l'avis d'appel incident, le cas échéant, sont signifiés à l'intervenant devant la juridiction inférieure mais ce dernier ne peut avoir qualité d'intervenant à l'appel que s'il a été permis à intervenir par la Cour.

(3) La requête en intervention est présentée à la Cour sur avis donné à toutes les parties et aux autres intervenants à l'instance.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.17.

---

---

PARTIE VIII

MISE EN ÉTAT DE L'APPEL: DOSSIER D'APPEL ET MÉMOIRE

A. Dossier d'appel

**Dossier d'appel obligatoire**

**18** Sauf ordonnance contraire, le dossier d'appel est obligatoire dans tous les appels.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.18.

**Entente relative à la transcription de la preuve**

**19(1)** Dans chaque appel d'un jugement rendu après audition de témoignages oraux, il appartient à chaque partie de n'inclure dans le dossier d'appel que les extraits de la transcription de la preuve recueillie au procès qui sont pertinents quant à l'appel.

(2) Les parties font ce qui est raisonnablement nécessaire pour s'entendre par écrit, dans un délai de 30 jours après signification de l'avis d'appel à la dernière partie, sur la question des extraits de la transcription qui sont nécessaires à l'appel.

(3) Les parties déposent l'entente écrite dans le délai de 30 jours mentionné au paragraphe (2).

(4) Si les parties ne peuvent s'entendre, la transcription de toute la preuve est réputée requise.

(5) En adjugeant les dépens d'un appel, la Cour peut tenir compte du fait que les dépens ont été indûment augmentés en raison du manque de collaboration manifesté par une partie pour parvenir à la conclusion de l'entente écrite.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.19.

**Contenu de la transcription**

**20(1)** La transcription comporte:

- a) les extraits de la transcription de la preuve que prescrit la règle 19 (Entente relative à la transcription de la preuve);
- b) les motifs du jugement frappé d'appel, s'ils ont été prononcés oralement et enregistrés;
- c) dans le cas de l'appel d'un jugement rendu dans un procès avec jury, les directives du juge au jury, accompagnées des exposés des avocats au jury.

(2) Malgré toute autre disposition de la présente règle, une partie peut demander à un juge de rendre une ordonnance la dispensant de présenter une transcription de la preuve aux fins de l'appel.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.20.

**Transcription**

**21(1)** Lorsqu'une transcription est requise, l'appelant doit, dans les 14 jours qui suivent l'expiration du délai mentionné à la règle 19 (Entente relative à la transcription de la preuve), commander une transcription complète de l'instance, ou une transcription des parties de l'instance convenues entre les parties, auprès du Service des transcriptions ou de tout autre service de sténographie judiciaire commercial dans un format que la Cour a approuvé

(2) L'appelant a le choix :

- a) soit de déposer une copie électronique de la transcription au greffe dès réception de la transcription;

b) soit de prendre les dispositions nécessaires auprès du Service des transcriptions ou du service de sténographie judiciaire commercial, selon le cas, pour qu'une copie électronique de la transcription soit déposée au greffe dès qu'elle est achevée et prête à déposer.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.21; 4 juillet 2014, r.1.

### **Entente relative au contenu et à l'achèvement du dossier d'appel**

**22(1)** Sous réserve de la règle 43 (Appel accéléré), lorsqu'un dossier d'appel est nécessaire, l'appelant signifie à chaque intimé un projet d'entente sur le contenu de ce dossier et la date à laquelle le dossier d'appel doit être achevé.

(2) Le projet d'entente est signifié dans les délais suivants:

a) dans le cas d'un appel à l'occasion duquel un *praecipe* a été déposé conformément à la règle 21 (*Praecipe* visant l'obtention de la transcription de la preuve), dans les 10 jours de la réception de l'avis du greffier relative à la réception de la transcription de la preuve;

b) dans le cas d'un appel ne nécessitant pas le dépôt d'un *praecipe*, dans les 10 jours suivant la signification de l'avis d'appel au dernier intimé.

(3) Dans les 10 jours de la réception du projet d'entente, chaque intimé le retourne à l'appelant, signé, s'il l'a approuvé, ou accompagné d'un exposé de ses objections, s'il ne l'a pas approuvé.

(4) Les parties font ce qui est raisonnablement nécessaire pour exclure les pièces superflues du dossier d'appel, éviter les doublons et limiter de toute autre manière le contenu du dossier à ce qui est utile à l'appel.

(5) Si, dans les 30 jours de la réception du projet d'entente par le dernier intimé, les parties se trouvent en désaccord sur le contenu du dossier d'appel ou sur la date à laquelle il doit être complet, l'appelant demande à un juge de trancher la question litigieuse.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.22.

### **Contenu du dossier d'appel**

**23(1)** Le dossier d'appel contient, dans l'ordre suivant:

a) une table des matières générale comprenant:

(i) une sous-table des matières des pièces figurant ou non au dossier d'appel, avec renvoi à la page où chaque pièce est reproduite et la page de la transcription à laquelle elle est mentionnée pour la première fois dans la preuve,

(ii) une sous-table des matières des noms des témoins, avec mention indiquant pour chacun quelle partie l'a appelé à témoigner et si son témoignage a été donné à l'occasion de l'interrogatoire principal, du contre-interrogatoire, du réinterrogatoire ou de l'interrogatoire par la juridiction inférieure;

b) les plaidoiries — leurs passages modifiés étant signalés par un soulignement et une note de circonstance mentionnant la date des modifications — accompagnées des précisions y relatives;

c) le jugement ou l'ordonnance de la juridiction inférieure;

d) les motifs du jugement ou de l'ordonnance frappés d'appel, le cas échéant;

e) l'avis d'appel;



- f) l'avis d'appel incident, le cas échéant;
- g) l'avis qui a pu être signifié en vertu de la loi intitulée *The Constitutional Questions Act*, accompagné des précisions relatives à la signification;
- h) les pièces, chacune étant clairement paginée par ordre alphanumérique;
- i) la transcription.

(2) Le nom du témoin apparaît en haut de chaque page de la transcription de la preuve, suivi d'une mention indiquant quelle partie l'a appelé à témoigner et si son témoignage a été donné à l'occasion de l'interrogatoire principal, du contre-interrogatoire, du réinterrogatoire ou de l'interrogatoire par la juridiction inférieure.

(3) Les pages du dossier d'appel sont numérotées consécutivement de la façon suivante:

- a) la table des matières est numérotée consécutivement en chiffres romains minuscules;
- b) les pages précédant la transcription, à l'exception de la table des matières, sont numérotées de la façon suivante 1a, 2a, et ainsi de suite;
- c) la transcription est paginée comme suit: 1, 2, et ainsi de suite.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.23.

#### **Présentation matérielle du dossier d'appel**

**24(1)** L'intitulé de la cause ne paraît que sur la couverture de chaque volume du dossier d'appel.

- (2) La couverture du dossier d'appel est bleue.
- (3) Le dossier d'appel qui contient plus de 200 pages est relié en volumes distincts d'au plus 200 pages.
- (4) Si le dossier d'appel comprend plus d'un volume:
  - a) la table des matières complète paraît au début de chaque volume;
  - b) chaque volume porte un numéro de volume consécutif sur la couverture et précise le nombre de pages qu'il contient.
- (5) Si le dossier d'appel comporte trois volumes ou plus, le dos de chaque volume porte un numéro de volume consécutif et précise le nombre de pages qu'il contient.
- (6) Le contenu du dossier d'appel est imprimé, dactylographié ou photocopié recto-verso si possible.
- (7) Le dossier est relié de la façon que le greffier juge satisfaisante.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.24.

**Transmission du dossier de la juridiction inférieure**

25 L'appelant demande au greffier local de transmettre au greffier le dossier se trouvant au greffe de la juridiction inférieure et toutes les pièces afin de lui permettre de les recevoir au plus tard au moment du dépôt du dossier d'appel. Le greffier ne dépose le dossier d'appel que s'il est en possession de ce dossier et de ces pièces.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.25.

**Signification et dépôt du dossier d'appel**

26 Au plus tard à la date convenue ou fixée en vertu de la règle 22 (Entente relative au contenu et à l'achèvement du dossier d'appel), l'appelant:

- a) signifie copie du dossier d'appel à chacun des intimés et des intervenants;
- b) dépose la preuve que signification a été faite en conformité avec l'alinéa a), de même que quatre exemplaires du dossier d'appel (soit l'original et trois copies) ou le nombre d'exemplaires qu'exige le greffier.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.26; 16 novembre 2007 r.4.

**B. Le mémoire****Le mémoire**

27 Chaque partie à l'appel signifie et dépose un mémoire conformément aux présentes règles.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.27.

**Contenu du mémoire**

28(1) Sauf disposition ou ordonnance contraires, le mémoire comporte les sept parties suivantes:

**Partie I. Introduction:** Dans cette partie, l'appelant et l'intimé énoncent chacun succinctement le contexte de l'appel.

**Partie II. Compétence et norme applicable:** Dans cette partie, l'appelant indique la source du droit d'appel, le fondement de la compétence qui permet à la Cour de juger l'appel ainsi que la norme applicable à l'appel. L'intimé indique sa position à l'égard de ces mêmes questions.

**Partie III. Résumé des faits:** Dans cette partie, l'appelant énonce succinctement les faits. L'intimé énonce sa position relativement aux faits énoncés par l'appelant et expose les faits qu'il juge pertinents.

**Partie IV. Questions en litige:** Dans cette partie, l'appelant énonce succinctement les points litigieux dans l'appel et l'intimé énonce sa position à l'égard des points soulevés par l'appelant et qu'il estime pertinent de débattre. L'intimé qui entend prétendre que la décision frappée d'appel devrait être maintenue, en tout ou en partie, pour des motifs non énoncés dans le jugement et non soulevés dans le mémoire de l'appelant exprime son intention dans cette partie.

**Partie V. Argumentation:** Cette partie présente l'argumentation; elle énonce succinctement les moyens de droit ou de fait à débattre et le fondement de l'argumentation, avec un renvoi précis à la page et à la ligne du dossier d'appel et aux sources jurisprudentielles, doctrinales et législatives invoquées à l'appui de chaque moyen. Lorsqu'une loi, un règlement, une règle, une ordonnance, un arrêté ou un règlement administratif est cité ou invoqué, les extraits nécessaires pour permettre que l'appel soit jugé sont annexés au mémoire ou des exemplaires en nombre suffisant de ces textes peuvent être déposés.

**Partie VI. Redressement:** Cette partie énonce la nature exacte de l'ordonnance sollicitée et toutes disposition particulière relative aux dépens.

**Partie VII. Sources:** Cette partie présente la liste alphabétique des sources jurisprudentielles, doctrinales et législatives invoquées, en renvoyant si possible au Recueil des arrêts de la Cour suprême. Les avocats qui, dans leur

mémoire et leur liste des sources, renvoient à des décisions parues électroniquement doivent également en donner le renvoi aux sources imprimées traditionnelles.

- (2) Sauf ordonnance contraire, les parties I à VI du mémoire ne peuvent excéder 40 pages.
- (3) Les paragraphes des parties I à VI inclusivement sont numérotés consécutivement.

**Historique:** 11 juillet 1997 r.28; 16 novembre 2007 r.5.

### **Présentation matérielle du mémoire**

**29(1)** La couverture du mémoire de l'appelant est chamois, celle du mémoire de l'intimé est verte et celle du mémoire de l'intervenant est rouge.

(2) L'intitulé de la cause apparaît sur la couverture du mémoire de l'appelant, de l'intimé ou de l'intervenant. S'il y a plus d'un appelant, d'un intimé ou d'un intervenant, le nom de la partie est également indiqué.

(3) Le mémoire est imprimé:

- a) d'un seul côté de la feuille seulement et le texte est imprimé à gauche;
- b) avec un caractère d'imprimerie de 12 points;
- c) avec un interligne et demi au moins, à l'exception des extraits des sources jurisprudentielles, doctrinales et législatives, qui doivent être à interligne simple et en retrait;
- d) avec des marges minimales de 3.0 centimètres ou d'un pouce et demi.

(4) Le mémoire comporte une table des matières à la suite de laquelle toutes les pages sont numérotées consécutivement et le dossier est relié dans l'ordre indiqué à la règle 28 (Contenu du mémoire).

(5) Le mémoire est signé par l'avocat qui est responsable de sa rédaction.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.29.

### **Mémoire portant sur des biens matrimoniaux**

**30** Dans un appel portant sur des biens matrimoniaux, lorsque la répartition ou l'évaluation des biens est en litige, le mémoire comporte:

- a) une annexe A énumérant, selon ce qui a été déterminé au procès:
  - (i) chaque bien,
  - (ii) la valeur de chaque bien,
  - (iii) la répartition de chaque bien, y compris les exemptions,
  - (iv) les obligations de chaque partie et leur répartition;
- b) une annexe B précisant le redressement que sollicite la partie par rapport à chaque bien, y compris les évaluations, les exemptions et la répartition qu'elle propose.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.30.

**Mémoire dans le cas d'une forclusion, d'une vente judiciaire, d'une faillite ou d'une insolvabilité**

**31** Dans un appel portant sur la forclusion, une vente judiciaire, une faillite ou une insolvabilité lorsque l'aliénation ou l'évaluation de biens est en litige, le mémoire contient les annexes prescrites à la règle 30 (Mémoire portant sur des biens matrimoniaux) avec les adaptations nécessaires.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.31.

**Signification et dépôt du mémoire**

**32(1)** L'appelant signifie son mémoire au même moment et de la même manière que le dossier d'appel doit être signifié selon la règle 26 (Signification et dépôt du dossier d'appel).

(2) L'appelant dépose également son mémoire au même moment et de la même manière que le dossier d'appel doit être déposé selon la règle 26 (Signification et dépôt du dossier d'appel).

(3) L'intimé ou l'intervenant signifie et dépose son mémoire dans les 30 jours suivant la réception du dossier d'appel.

(4) Toutes les parties qui déposent des mémoires avec preuve de signification en remettent au greffier quatre exemplaires (soit l'original et trois copies) ou le nombre supérieur d'exemplaires qu'exige le greffier.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.32; 16 novembre 2007 r.6.

**Mémoire en réponse à un appel incident**

**33** Dans les 15 jours de la réception d'un mémoire de l'intimé traitant d'un appel incident, l'appelant peut signifier et déposer un mémoire en réponse.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.33; 16 novembre 2007 r.7.

**Mémoire en réponse – autres cas**

**33.1(1)** Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), l'appelant peut signifier et déposer un mémoire en réponse, si le mémoire de l'intimé prétend à la fois :

a) que le jugement frappé d'appel devrait être confirmé en tout ou en partie, malgré la prétendue erreur dans les motifs énoncés dans la décision, au dire de l'appelant;

b) que le jugement devrait être confirmé pour des motifs non énoncés dans la décision.

(2) Le mémoire en réponse que prévoit le paragraphe (1) est signifié et déposé dans les 15 jours de la réception du mémoire de l'intimé.

(3) Le greffier peut refuser de verser au dossier le mémoire en réponse ou, s'il est versé, il peut le retirer du dossier et le retourner à l'appelant, s'il est d'avis :

a) soit que les conditions de signification et de dépôt d'un mémoire en réponse prévues au paragraphe (1) ne sont pas réunies;

b) soit que le mémoire en réponse déposé est excessif ou contrevient à l'objet du paragraphe (1).

(4) Si un différend naît du dépôt d'un mémoire en réponse, le greffier peut le faire trancher souverainement par un juge.

**Historique:** 16 novembre 2007 r.7.

**Dépôt tardif du mémoire**

**34(1)** Un mémoire ne peut être déposé sans permission d'un juge après la date limite que fixent les présentes règles.

(2) Si une partie ne dépose pas de mémoire dans le délai que fixent les présentes règles, toute autre partie peut demander à un juge, après avis donné à la partie en défaut, de donner des directives, y compris la directive prescrivant que l'appel soit renvoyé à la Cour pour être tranché.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.34.

**Partie non représentée par avocat**

**35** Malgré les autres règles, la partie qui n'est pas représentée par avocat n'est pas tenue de déposer ou de signifier un mémoire, mais signifie et dépose une argumentation écrite d'une longueur maximale de 15 pages dans le délai que fixent les présentes règles pour la signification et le dépôt du mémoire.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.35.

**Recueil des textes**

**36(1)** Une partie peut signifier un recueil des textes avec son mémoire.

(2) La partie qui a signifié avec son mémoire un recueil des textes en dépose avec son mémoire trois exemplaires ou le nombre d'exemplaires qu'exige le greffier.

(3) Les parties peuvent s'entendre pour produire un recueil commun des textes, auquel cas ils en déposent trois exemplaires ou le nombre d'exemplaires qu'exige le greffier.

(4) Le recueil des textes comporte un index et chaque décision qui s'y trouve est repérée à l'aide d'un onglet numérique ou alphabétique. Dans la mesure du possible, le Recueil des arrêts de la Cour suprême est la source des décisions de cette cour.

(5) Lorsqu'un recueil des textes contient des décisions parues électroniquement, les avocats doivent en donner le renvoi aux sources imprimées traditionnelles..

**Historique:** 11 juillet 1997, r.36; 16 novembre 2007 r.8.

**Estimation de la durée de l'audience**

**37** La partie qui dépose un mémoire donne au greffier une estimation du temps qu'elle aura besoin pour présenter son argumentation.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.37.

**Arguments additionnels**

**38** La partie qui a l'intention de présenter des arguments, de soulever des points de droit et de citer des sources jurisprudentielles, doctrinales ou législatives non mentionnés dans le mémoire ne peut le faire qu'avec permission de la Cour.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.38.

---

PARTIE IX

INSCRIPTION AU RÔLE DE L'APPEL

**Inscription au rôle et fixation de la durée de l'audience**

**39(1)** Le greffier inscrit un appel au rôle après la mise en état de l'appel conformément à la Partie VIII (Mise en état de l'appel: dossier d'appel et mémoire).

- (2) L'appel est mis en état à la suite du dépôt du dernier mémoire exigé.
- (3) Sous réserve des directives du juge en chef, le greffier fixe les lieu, jour et heure de l'audition de l'appel et en avise les parties.
- (4) L'avocat de l'appelant – ou l'appelant, s'il se représente lui-même :
  - a) signifie à l'intimé, s'il se représente lui-même, avis des date, heure et lieu de l'audition de l'appel;
  - b) dépose la preuve de la signification de l'avis prévu à l'alinéa a) au moins 15 jours avant la date fixée pour l'audition de l'appel.
- (5) Si le paragraphe (4) n'est pas observé :
  - a) l'audition de l'appel peut être reportée;
  - b) l'appelant peut être condamné à des dépens.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.39; 16 novembre 2007 r.9.

**Reports**

**39.1(1)** Les demandes de report de l'audition d'un appel inscrit au rôle sont présentées au greffier dès réception du rôle, sur préavis de trois jours à l'autre partie.

- (2) En cas d'opposition, le greffier peut :
  - a) soit reporter l'audition de l'appel ou refuser de le reporter, sauf à consulter la Cour s'il l'estime opportun et, en cas de report, fixer une nouvelle date d'audition;
  - b) soit renvoyer la demande à un juge en cabinet.
- (3) La décision du greffier est souveraine.

**Historique:** 16 novembre 2007 r.10.

**Décision sans audition orale des parties**

**40** Sur accord des parties, l'appel inscrit au rôle peut être tranché sur la foi des mémoires.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.40.

---

PARTIE X

CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE

**Conférence préparatoire**

41(1) Sur demande à lui présentée à quelque moment que ce soit par une partie, le greffier peut, après consultation auprès du juge en chef ou de la Cour, ordonner que les parties se présentent à une conférence préparatoire.

(2) La Cour peut, de sa propre initiative, ordonner la tenue d'une conférence préparatoire.

(3) L'objet de la conférence préparatoire est d'examiner les questions susceptibles d'accélérer le déroulement de l'audition et la décision de l'appel.

(4) L'avocat qui représente une partie à la conférence préparatoire la représente à l'audition de l'appel, sauf s'il obtient permission de la Cour de se retirer de l'affaire.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.41.

---

PARTIE XI

AUTRES APPELS

**Appel d'un jugement de divorce**

42(1) En cas d'appel d'un jugement de divorce, l'appelant dépose l'avis d'appel au plus tard 30 jours suivant le prononcé du jugement de divorce.

(2) Immédiatement après le dépôt de l'avis d'appel ou sur requête en prorogation du délai d'appel, le greffier en informe le greffier local du centre judiciaire dans lequel le jugement a été rendu et lui envoie alors une confirmation écrite.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.42.

**Appel accéléré**

43(1) Dans la présente règle, «**appel accéléré**» s'entend de l'un des appels suivants:

- a) l'appel d'un jugement rendu en cabinet;
- b) l'appel d'un jugement rendu après le procès, sur un énoncé de faits conjoint sans autre preuve orale;
- c) l'appel d'un jugement relatif à la garde d'un enfant ou d'un adulte à charge ou à la nomination du tuteur légal ou du gardien légal d'un enfant ou d'un adulte à charge;
- d) l'appel dont la Cour ou un juge ordonne qu'il soit considéré comme un appel accéléré en raison de son caractère urgent.

(2) La procédure ordinaire d'appel qu'énoncent les présentes règles s'applique aux appels accélérés, sous réserve des modifications suivantes:

- a) il n'est pas nécessaire de s'entendre sur la transcription de la preuve ou sur le contenu du dossier d'appel;
- b) l'appelant signifie et dépose le dossier d'appel et le mémoire accompagnés de toutes les copies nécessaires:
  - (i) dans les 30 jours après le dépôt de l'avis d'appel,

(ii) dans le cas d'un appel nécessitant une transcription, dans les 30 jours après que le greffier a avisé l'appelant de la réception de la transcription;

c) dans les 15 jours de la réception du dossier d'appel et du mémoire de l'appelant, l'intimé signifie et dépose son mémoire accompagné des copies nécessaires.

(3) Si un différend naît du contenu d'un dossier d'appel lors d'un appel accéléré, une des parties peut demander à un juge de trancher le différend.

**Historique:** 11 juillet 1997 r.43; 16 novembre 2007 r.11.

### **Exposé de cause**

**44(1)** Dans chaque exposé de cause au sujet duquel la loi applicable prévoit que la Cour doit trancher l'affaire dans un délai déterminé, le greffier, sous réserve des directives du juge en chef, inscrit l'appel au rôle de la Cour sur réception de l'exposé de cause. Le requérant peut demander des directives à un juge quant au dépôt du dossier d'appel et du mémoire ou à sa dispense.

(2) L'exposé de cause est soumis à la même procédure que l'appel accéléré.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.44.

---

## PARTIE XII

### ABANDON ET REJET POUR DÉFAUT DE POURSUIVRE

#### **Abandon**

**45** La partie qui entend abandonner un appel, un appel incident ou une requête signifie à toutes les autres parties copie d'un avis d'abandon et dépose l'original accompagné de la preuve de signification. Les autres parties ont droit à leurs dépens taxables sans ordonnance. (Formulaire 8)

**Historique:** 11 juillet 1997, r.45.

#### **Rejet pour défaut de poursuivre**

**46(1)** L'appelant poursuit diligemment son appel, le mettant en état dans le délai imparti par les présentes règles, sinon l'intimé peut demander à un juge d'ordonner la mise en état de l'appel dans un délai déterminé, à défaut de quoi l'appel est susceptible de rejet par la Cour pour défaut de poursuivre. (Formulaires 6 et 7)

(2) Si l'appel n'a pas été inscrit au rôle dans l'année qui suit le dépôt de l'avis d'appel, le greffier peut, après avoir avisé les parties, renvoyer l'affaire à la Cour pour qu'elle soit rejetée pour abandon. Cet avis est établi selon la formule 9, les parties disposant de 15 jours pour demander à la Cour de leur permettre d'exposer les raisons pour lesquelles l'appel ne devrait pas être rejeté.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.46.

---



PARTIE XII.1

PRÉVENTION D'INSTANCES VEXATOIRES

**46.1(1)** Sur requête d'une des parties à un appel, la Cour peut ordonner l'annulation de l'appel pour l'un des motifs suivants :

- a) il ne révèle aucun droit d'appel;
- b) il est frivole ou vexatoire;
- c) il est manifestement sans fondement;
- d) il constitue sous quelque autre rapport un abus de procédure.

(2) Avant que ne soit rendue une ordonnance en vertu du paragraphe (1), il est accordé à l'appelant la possibilité de se faire entendre sous le régime de la partie XIV.

**Historique:** 16 novembre 2007, r.12.

**46.2(1)** Si une personne, par voie de requête, convainc la Cour ou un juge qu'une autre personne a pris l'habitude, obstinément et sans motif raisonnable, d'intenter devant la Cour des instances frivoles ou vexatoires, la Cour ou le juge peut ordonner qu'aucune instance ne sera introduite par cette autre personne sans la permission préalable de la Cour ou d'un juge.

(2) Avant que ne soit rendue une ordonnance en vertu du paragraphe (1), il est accordé à la personne visée par l'ordonnance la possibilité de se faire entendre sous le régime de la partie XIV.

**Historique:** 16 novembre 2007, r.12.

---

PARTIE XIII

NOUVELLE AUDIENCE

**Nouvelle audience**

**47(1)** Un appel ne peut être entendu de nouveau, sauf sur ordonnance de la Cour telle qu'elle était formée au moment de l'audition et de la décision de l'appel.

(2) La requête en nouvelle audience est présentée par avis de motion, signifié et déposé avant que ne soit rendu le dispositif du jugement.

(3) L'avis de motion énonce les motifs de la requête et est accompagné d'un mémoire à l'appui.

(4) L'avis et le mémoire sont signifiés à toutes les autres parties qui avaient comparu à l'appel.

(5) Dans les 10 jours de la signification de l'avis et du mémoire, les autres parties à l'appel peuvent signifier et déposer un mémoire en réponse à la motion.

(6) Le dispositif du jugement ne peut être rendu tant qu'une requête en nouvelle audience n'a pas été tranchée.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.47.

---

PARTIE XIV

REQUÊTES

**Forme des requêtes**

48(1) Sauf disposition contraire, la requête adressée à la Cour ou à un juge :

- a) se fait par avis de motion selon la formule prévue dans les règles ou conformément au paragraphe (2);
  - b) est accompagnée de tous les documents sur lesquels le requérant fonde sa requête;
  - c) est signifiée et déposée au moins trois jours francs avant la date fixée pour l'audition de la requête.
- (2) Lorsqu'aucune formule n'est prévue dans les règles pour une certaine motion, l'avis :
- a) énonce le fondement de la motion;
  - b) énonce les moyens évoqués au soutien de la motion;
  - c) formule de façon précise le redressement que sollicite le requérant.
- (3) La requête présentée à un juge est rapportable à une date de séance ordinaire en cabinet et l'audition de toute requête peut, au besoin, être reportée aux conditions, s'il en est, qu'un juge estime indiquées.
- (4) Les séances ordinaires tenues en cabinet ont lieu :
- a) à Regina, les deuxième et quatrième mercredis du mois;
  - b) à Saskatoon, le premier jour de chaque session ordinaire de la Cour.
- (5) La partie qui entend contester une requête :
- a) signifie aux autres parties à la requête copie de chaque affidavit sur lequel elle entend se fonder à l'audience;
  - b) dépose chaque affidavit accompagné de la preuve de sa signification au moins un jour franc avant la date fixée pour l'audition de la requête.
- (6) Lorsqu'une partie dépose un mémoire sur le droit au sujet de la requête, le mémoire :
- a) doit être concis et porter sur les aspects juridiques de l'affaire;
  - b) est signifié aux autres parties à la requête et déposé au moins un jour franc avant la date fixée pour l'audition de la requête.
- (7) S'il estime que l'affaire est urgente, un juge ou le greffier peut prendre des dispositions pour la tenue d'une séance extraordinaire en cabinet.
- (8) Sur accord des parties, une requête en cabinet peut être tranchée à partir d'observations écrites.
- (9) Sur accord des parties ou sur ordre du greffier, la requête en cabinet peut être présentée par conférence téléphonique.

**Demandes de permission d'appel**

49 Le requérant qui présente une demande de permission d'appel:

- a) fournit au greffier le dossier de la juridiction inférieure;
- b) accompagne sa requête:
  - (i) du jugement ou de l'ordonnance rendu par la juridiction inférieure,
  - (ii) des motifs du jugement ou de l'ordonnance, le cas échéant,
  - (iii) d'un projet d'avis d'appel,
  - (iv) d'un mémoire précisant les motifs de la demande de permission d'appel. (Formulaires 4a et 4b)

**Historique:** 11 juillet 1997, r.49

**Contentieux de la Couronne**

50(1) Sont adressées à la Cour, par voie d'avis de motion, conformément à la pratique de la Cour, les requêtes sollicitant l'obtention d'un bref de prérogative de *mandamus*, d'un bref de *certiorari* ou d'une ordonnance visant l'annulation des procédures sans délivrance effective du bref, d'un bref d'*habeas corpus*, d'une prohibition ou d'une dénonciation de la nature de *quo warranto*.

(2) La Cour peut accorder *ex parte* une ordonnance prescrivant la délivrance immédiate d'un bref d'*habeas corpus*.

(3) La partie qui présente une requête en vertu de la présente règle dépose les renseignements relatifs à l'adresse exigés par la règle 65 (Adresse aux fins de signification).

**Historique:** 11 juillet 1997, r.50.

**Application des Règles de la Cour du Banc de la Reine**

51 Sous réserve des autres dispositions des présentes règles, la sous-section 2 de la section 4 de la partie 13 des *Règles de la Cour du Banc de la Reine* s'applique la, avec les modifications nécessaires, à une requête adressée à la Cour ou à un juge.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.51; 4 juillet 2014, r.3.

---

**PARTIE XV****DÉPENS ET EXÉCUTION DE JUGEMENT****Dépens**

52 La Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime convenable quant aux dépens d'un appel, d'un appel incident ou d'une requête qui lui est présentée. Le juge saisi d'une instance peut rendre toute ordonnance quant aux dépens.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.52.

**Sûreté en garantie des dépens**

53(1) La Cour ou un juge peut, dans des circonstances spéciales, ordonner la constitution d'une sûreté en garantie des dépens d'un appel.

(2) Lorsqu'un juge rend l'ordonnance prévue par la présente règle et que l'ordonnance n'est pas respectée, la partie en faveur de qui l'ordonnance a été rendue peut demander à la Cour, après avoir donné un préavis de 10 jours, que l'appel soit rejeté.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.53.

### **Taxation des dépens**

**54(1)** Sauf ordonnance contraire :

a) les dépens des appels ou des requêtes sont taxés entre parties par le greffier conformément au tarif prévu dans la colonne appropriée du "TARIF DES DÉPENS DEVANT LA COUR D'APPEL" qui figure à l'annexe 1 des présentes règles;

b) la colonne 2 de l'annexe 1 s'applique à la taxation des dépens dans les cas de mesures réparatoires non pécuniaires.

(2) La Cour ou un juge peut ordonner que les dépens afférents à un appel ou à une requête soient taxés entre avocat et client.

(3) Une partie qui a droit aux dépens procède de la façon suivante :

a) elle se procure un avis de séance de taxation des dépens à l'aide du formulaire 11a, après avoir obtenu un rendez-vous auprès du greffe pour la séance de taxation;

b) elle dresse un projet de note de frais à l'aide du formulaire 11b;

c) elle signifie l'avis de séance de taxation des dépens et le projet de note de frais à la partie condamnée aux dépens;

d) elle dépose au greffe l'avis de séance de taxation des dépens, le projet de note de frais et la preuve de signification.

(4) Lorsqu'une partie qui a droit aux dépens omet ou refuse de se procurer un avis de séance de taxation à l'aide du formulaire 11c dans un délai raisonnable, toute partie qui est condamnée aux dépens ou dont les dépens sont à établir en fonction des dépens d'une autre partie peut obtenir un avis d'organiser une séance de taxation, en déposant des preuves établissant :

a) que la partie qui a droit aux dépens a été mise en demeure par écrit à cet effet;

b) que la partie qui a droit aux dépens a omis ou refusé d'organiser une séance de taxation.

(5) La partie qui obtient, en vertu du paragraphe (4) et à l'aide du formulaire 11c, un avis d'organiser une séance de taxation signifie celui-ci aux parties qui ont un intérêt dans la taxation.

(6) Si la partie qui a droit aux dépens omet d'organiser une séance de taxation dans les 14 jours qui suivent la signification qu'il a reçue de l'avis prévu au paragraphe (5), le greffier peut procéder à la taxation des dépens de cette partie en son absence.

(7) Saisi d'une taxation, le greffier peut :

a) recevoir des dépositions par affidavit, faire prêter serment ou recueillir des affirmations solennelles, et interroger des témoins, à son appréciation;

b) exiger la production de documents;

c) exiger qu'un avis de la taxation soit donné à toutes les personnes qui pourraient avoir un intérêt dans la

taxation ou dans le fonds ou la succession affectés aux dépens;

d) donner les directives et s'acquitter des fonctions qu'il estime nécessaires pour les besoins de la taxation;

e) demander des directives, au besoin, à la Cour ou à un juge.

(8) Après la taxation, le greffier peut :

a) lorsque les parties doivent se payer des dépens entre elles :

(i) soit rajuster les dépens en guise de compensation;

(ii) soit différer l'allocation des dépens auxquels a droit une partie jusqu'à ce qu'elle ait payé ou offert de payer les dépens qui sont à sa charge;

b) adjuger les dépens d'une taxation à toute partie et en fixer le montant.

(9) Le greffier doit :

a) lorsqu'une partie soulève des objections relativement à des postes particuliers de la taxation dont il est saisi, noter ces objections dans le certificat de taxation des dépens;

b) à la demande d'une partie ayant un intérêt dans la taxation, motiver sa décision par écrit.

#### **Révision de la taxation des dépens**

**54.1(1)** Toute personne qui a un intérêt pécuniaire dans le résultat d'une taxation des dépens et qui est insatisfaite de la taxation peut demander à un juge de réviser la taxation des dépens.

(2) La requête prévue au paragraphe (1) doit être présentée dans les 14 jours qui suivent la date du certificat de taxation des dépens.

(3) La révision de la taxation des dépens se limite aux postes qui ont fait l'objet d'objections devant le greffier, sans exclure ceux à l'égard desquels le greffier a exercé son pouvoir discrétionnaire.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.54; 16 novembre 2007, r.13; 4 juillet 2014, r. 4.

#### **Paiement des dépens par l'avocat**

**55** La Cour ou un juge peut ordonner à un avocat de payer les dépens sans les recouvrer de son client.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.55.

#### **Compensation**

**56** La Cour peut ordonner la compensation des dépens ou des jugements, qu'ils soient recouverts devant la Cour ou devant la juridiction inférieure.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.5

#### **Exécution de jugements**

**57** Le dispositif du jugement de la Cour, accompagné d'un certificat de taxation des dépens établi à l'aide du formulaire 11d, est déposé auprès du greffier local de la juridiction inférieure et devient alors le jugement de cette juridiction et peut être exécuté à ce titre.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.57; 4 juillet 2014, r. 5.

**Projets de jugements et d'ordonnances**

**57.1(1)** Avant de présenter le projet de jugement ou d'ordonnance au greffier, la partie à qui il appartient de préparer le jugement ou l'ordonnance de la Cour ou l'ordonnance d'un juge de la Cour en signifie copie aux parties adverses au moins trois jours à l'avance afin de permettre à celles-ci de discuter avec le greffier de leurs préoccupations, le cas échéant, quant à la conformité du jugement ou de l'ordonnance avec la décision de base.

(2) Lorsqu'elle présente le projet de jugement ou d'ordonnance au greffier, la partie à qui il appartient de préparer le jugement ou l'ordonnance visés au paragraphe (1) dépose également une preuve de sa signification aux parties adverses.

(3) Sans la preuve de signification, le greffier s'abstient d'officialiser le jugement ou l'ordonnance.

**Historique:** 16 novembre 2007 r.14.

---

**PARTIE XVI****POUVOIRS DE LA COUR****Pouvoirs de la Cour**

**58** En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, la Cour peut:

a) ordonner l'annulation de tout ou partie d'un jugement frappé d'appel et la tenue soit d'un nouveau procès, soit d'un nouveau procès sur une question sans que soit modifiée la conclusion ou la décision rendue sur toute autre question;

b) refuser d'ordonner la tenue d'un nouveau procès du fait d'une directive erronée ou de l'admission ou du rejet irrégulier de la preuve, ou du fait que le verdict du jury n'a pas porté sur une question que le juge n'avait pas été requis de soumettre au jury, si elle estime que, de ce fait, aucun tort important ou aucune erreur judiciaire ne s'est produit au procès; si elle estime qu'un tort important ou une erreur judiciaire s'est produit, mais qu'il ne porte que partiellement sur le litige ou ne vise qu'une partie à l'instance ou certaines d'entre elles, elle peut rendre jugement relativement à l'élément non touché du litige et ordonner la tenue d'un nouveau procès quant à l'élément touché du litige ou à l'autre ou aux autres parties visées;

c) rendre tout jugement ou toute ordonnance qui aurait dû être rendu, ou rendre toute autre ordonnance qui s'impose, même si l'avis d'appel ou l'avis d'appel incident ne sollicitait que l'annulation ou la modification d'une partie du jugement frappé d'appel.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.58.

**Nouvelle preuve**

**59(1)** Conformément aux règles de droit en vigueur, la partie qui désire présenter de nouveaux éléments de preuve en appel demande à cette fin la permission de la Cour par avis de motion rapportable à la date fixée pour l'audition de l'appel.

(2) L'avis de motion est signifié à toutes les parties et déposé au plus tard 10 jours avant la date fixée pour l'audition de l'appel.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.59.

---

PARTIE XVII

GÉNÉRALITÉS

**Pouvoirs du greffier**

**60(1)** Le greffier peut entendre et décider les requêtes présentées en vertu des règles 10(2) (Dépôt de l'avis d'appel), 18 (Dossier d'appel obligatoire), 22(5) (Entente relative au contenu et à l'achèvement du dossier d'appel), 28(1) (Contenu du mémoire), 34(1) (Dépôt tardif du mémoire) ou 43(3) (Contenu du dossier d'appel lors d'un appel accéléré).

(2) Le greffier peut déférer à la décision d'un juge toute question qui lui est soumise.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.60; 16 novembre 2007 r.15.

**Modalités et conditions**

**61** Lorsque les présentes règles prévoient que la Cour, un juge ou le greffier peut rendre une ordonnance ou donner des directives, la Cour, le juge ou le greffier, selon le cas, peut assortir l'ordonnance ou la directive des modalités et des conditions jugées nécessaires.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.61.

**Lisibilité**

**62(1)** Toutes les pièces dont le dépôt est requis sont lisibles et sont imprimées sur du papier de bonne qualité mesurant 11 pouces ou 28 centimètres de longueur sur 8½ pouces ou 21½ centimètres de largeur.

(2) Le greffier peut refuser de recevoir pour dépôt toute pièce qui n'est pas conforme pour l'essentiel aux présentes règles.

(3) Les pièces qui ne sont pas conformes aux présentes règles peuvent faire l'objet d'une ordonnance de la Cour ou du juge quant aux dépens.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.62.

**Formulaires**

**63** Les formulaires annexés aux présentes règles doivent être utilisés au besoin, avec les adaptations de circonstance.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.63.

**Intitulé de la cause**

**64(1)** L'intitulé de la cause paraît:

- a) sur la première page du document qui introduit une instance devant la Cour ou un juge;
- b) sur la couverture de tout autre document qui doit être déposé auprès du greffier.

(2) Lorsqu'une partie a été constituée intervenant en appel, l'intitulé de la cause doit par la suite comprendre le nom de l'intervenant.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.64.

**Adresse aux fins de signification**

**65(1)** Dans tout appel, chaque partie dépose les renseignements suivants:

- a) si elle est représentée par avocat, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et le numéro de télécopieur du bureau d'avocat et le nom de l'avocat commis au dossier;

b) si elle n'est pas représentée par avocat, son nom au complet, sa profession, son adresse professionnelle ou résidentielle, et son numéro de téléphone et son numéro de télécopieur, s'il y a lieu.

(2) L'adresse déposée conformément au paragraphe (1) est l'adresse de la partie aux fins de signification en Saskatchewan où les documents peuvent lui être signifiés.

(3) Le greffier ne peut déposer un document que si la partie qui cherche à le déposer a déposé les renseignements relatifs à l'adresse exigés au paragraphe (1).

(4) Sauf disposition contraire des présentes règles ou ordonnance contraire, la partie qui ne dépose pas les renseignements relatifs à l'adresse n'a pas droit à l'avis d'une instance ultérieure.

(5) Jusqu'au dépôt par l'intimé des renseignements relatifs à l'adresse, son adresse aux fins de signification est celle déposée au greffe de la juridiction inférieure.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.65.

#### **Adresse illusoire ou fictive**

**66** Si les renseignements relatifs à l'adresse sont illusoires ou fictifs, une partie peut demander à la Cour d'ordonner:

- a) l'annulation du dépôt ou de la délivrance de tous les documents déposés ou délivrés par la partie en défaut;
- b) le rejet de l'appel, si la partie en défaut est l'appelant, ou la permission d'appel, si elle est l'intimé.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.66.

#### **Signification**

**67(1)** Les dispositions de la partie 12 des *Règles de la Cour du Banc de la Reine* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à toute signification exigée par les présentes règles.

(2) Outre les modes prévus par la partie 12 des *Règles de la Cour du Banc de la Reine* pour prouver la signification d'un document, il est permis à l'avocat d'une partie ou d'un intervenant dans une instance d'en faire la preuve, pour l'application des présentes règles, en déposant un certificat de signification établi à l'aide du formulaire 12, sauf ordonnance contraire de la Cour ou d'un juge.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.67; 16 novembre 2007, r.16; 4 juillet 2014, r. 6.

#### **Avis donnés par le greffier**

**68(1)** Lorsque les présentes règles exigent que le greffier avise les parties, l'avis est envoyé par courrier ordinaire.

(2) L'avis envoyé par courrier ordinaire est réputé avoir été reçu cinq jours après la date de sa mise à la poste.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.68.

#### **Réception par télécopieur**

**69(1)** Le greffier peut accepter copie d'un document transmis par télécopieur, si, par la suite, la partie dépose immédiatement l'original auprès de lui.

(2) Si l'original du document est déposé, la date du dépôt est réputée avoir été la date à laquelle le greffier a reçu la télécopie.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.69.



**Calcul des délais**

**70** Lorsque le délai pour accomplir un acte concernant un appel, un appel en vue ou une instance devant la Cour est fixé par la Loi ou un autre texte, par les présentes règles ou par une ordonnance de la Cour ou d'un juge, le délai est calculé conformément à l'article 24 de la *Loi d'interprétation de 1995*.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.70; 4 juillet 2014, r. 7.

**Prorogation des délais**

**71** La Cour ou un juge peuvent proroger ou abrégé le délai imparti par les présentes règles ou par une ordonnance aux conditions que commandent les circonstances. L'ordonnance prorogeant ou abrégeant le délai peut être rendue avant ou après l'expiration du délai imparti. (Formulaires 3a et 3b)

**Historique:** 11 juillet 1997, r.71.

**Représentation par avocat**

**72(1)** Sauf disposition contraire des présentes règles, la division 4 de la partie 2 des *Règles de la Cour du Banc de la Reine* s'appliquent, avec les modifications nécessaires, aux instances devant la Cour ou en cabinet.

(2) Un avocat ne peut, sauf avec la permission de la Cour, cesser de représenter une partie à une instance devant la Cour une fois qu'a été officialisé le contenu du dossier d'appel.

(3) Lorsqu'il n'est pas nécessaire de conclure une entente pour fixer le contenu du dossier d'appel, un avocat ne peut, sauf avec la permission de la Cour ou d'un juge, selon le cas, cesser de représenter une partie dans une instance devant la Cour dans la période de 30 jours précédant l'audition d'un appel ou d'une requête.

**Historique:** 11 juillet 1997, r. 72; 4 juillet, r. 8.

**Appareils d'enregistrement sonore**

**73** Sauf disposition contraire d'une règle de droit, il est interdit d'enregistrer au moyen d'un appareil, d'une machine ou d'un système l'instance tenue devant la Cour ou en cabinet sans la permission de la Cour ou d'un juge, selon le cas.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.73; 16 novembre 2007 r.17.

**Directives de pratique**

**74** La Cour peut donner des directives interprétatives ou complétives concernant la pratique à suivre devant la Cour.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.74

---

**PARTIE XVIII****ABROGATION, DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR****Abrogation**

**75** Les règles de la Cour en vigueur la veille de l'entrée en vigueur des présentes règles sont abrogées.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.75.

**Dispositions transitoires**

**76(1)** Sans préjudice de tout acte légalement accompli avant l'entrée en vigueur des présentes règles, les présentes règles régissent les instances introduites avant l'entrée en vigueur des présentes règles et poursuivies après leur entrée en vigueur.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

26

(2) Malgré le paragraphe (1), la Cour ou un juge peuvent donner des directives concernant l'application aux instances mentionnées dans ce paragraphe des présentes règles ou leur modification.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.76.

**Entrée en vigueur**

77 Les présentes règles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

**Historique:** 11 juillet 1997, r.77.

**ANNEXE 1**

**TARIF DES DÉPENS  
DEVANT LA COUR D'APPEL**  
en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2006

Postes du tarif	Dépens			
	Colonne 1 Moins de 50 000 \$	Colonne 2 50 000 \$ à 100 000 \$	Colonne 3 100 000 \$ à 300 000 \$	Colonne 4 300 000 \$ ou plus
1. Motion en permission d'appel (mémoire et plaidoirie orale compris)	1 000 \$	1 500 \$	2 000 \$	2 500 \$
2. Avis d'appel (l'appelant ou l'auteur d'un appel incident seulement)	300	400	500	600
3. Droit versé à l'intimé sur réception de l'avis d'appel	100	125	150	200
4. Motions simples	250	375	500	625
5. Motions complexes				
a) contestées	1 000	1 500	2 000	2 500
b) non contestées	500	750	1 000	1 250
6. Entente relative au contenu du dossier d'appel	100	200	300	400
7. Préparation du dossier d'appel	250	500	750	1250
8. Préparation du mémoire d'appel	1 000	2 000	3 500	5 000
9. Toute autre préparation en vue d'une audience	500	750	1 000	1 250

## RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

27

		Colonne 1 Moins de 50 000 \$	Colonne 2 50 000 \$ à 100 000 \$	Colonne 3 100 000 \$ à 300 000 \$	Colonne 4 300 000 \$ ou plus
10.	Comparution pour plaider en appel devant la Cour d'appel (par demi-journée)	300	400	500	600
	Second avocat (sur permission de la Cour, par demi-journée)	150	200	250	300
11.	Élaboration du dispositif du jugement ou de l'ordonnance	100	200	300	400
12.	Correspondance	100	200	300	400
13.	Préparation de la note de frais	100	150	200	250
14.	Taxation de la note de frais	50/heure	75/heure	100/heure	125/heure
15.	Pour tout autre service : le tarif des frais d'avocat applicable devant le tribunal dont appel est interjeté				
16.	Débours nécessaires avec pièces justificatives				

Historique: 4 juillet 2014, r. 9.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

28

FORMULAIRES DE LA COUR D'APPEL

FORMULAIRE 1a (Règle 6)

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*),

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*).

AVIS D'APPEL

SACHEZ QUE:

1. \_\_\_\_\_, l'appelant susmentionné, interjette appel à la Cour d'appel du jugement (ou de l'ordonnance) que le juge (la juge) \_\_\_\_\_ a rendu(e) le \_\_\_\_\_  
(*quantième/mois/année*).

2. L'appel attaque l'ensemble du jugement (ou de l'ordonnance) ou les parties suivantes:

3. La source du droit d'appel de l'appelant et de la compétence de la Cour pour connaître de l'appel est la suivante:

4. Les moyens d'appel sont les suivants:

(*Énoncer ici dans des paragraphes numérotés les moyens sur lesquels prend appui la prétention selon laquelle est erroné(e) le jugement (ou l'ordonnance) frappé(e) d'appel.*)

5. L'appelant demande le redressement suivant:

6. Adresse aux fins de signification de l'appelant: \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone: \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur: \_\_\_\_\_

Avocat commis au dossier: \_\_\_\_\_

7. L'appelant demande que l'appel soit entendu à (*Regina ou Saskatoon*).

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_  
(*quantième/mois/année*)

\_\_\_\_\_  
Nom et signature de l'avocat de l'appelant

Destinataire(s): \_\_\_\_\_  
Intimé(s)

**Historique:** 11 juillet 1997, Formulaire 1a.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

29

FORMULAIRE 1b (Règle 6)

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*),

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*).

AVIS D'APPEL INCIDENT

SACHEZ QUE:

1. L'intimé interjette appel incident du jugement (ou de l'ordonnance) en litige dans le présent appel.
2. L'intimé demande que le jugement (ou l'ordonnance) soit modifié(e) en partie comme suit:
3. Les moyens de l'appel incident sont les suivants:  
(*Énoncer ici dans des paragraphes numérotés les moyens sur lesquels prend appui l'appel incident.*)
4. L'intimé demande le redressement suivant:

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_  
(*quantième/mois/année*)

\_\_\_\_\_  
Nom et signature de l'avocat de l'intimé

Destinataire(s): \_\_\_\_\_  
Appelant(s)

**Historique:** 11 juillet 1997, Formulaire 1b.

FORMULAIRE 2a (Règle 21(1))

**Abrogé.** 4 juillet 2014, r.10.

FORMULAIRE 2b (Règle 21(2))

**Abrogé.** 4 juillet 2014, r.10.

# RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

32

FORMULAIRE 3a (Règle 71)

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant éventuel (*qualité devant la juridiction inférieure*),

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé éventuel (*qualité devant la juridiction inférieure*).

## AVIS DE MOTION SOLLICITANT LA PROROGATION DU DÉLAI D'APPEL

SACHEZ QUE:

1. L'appellant éventuel a l'intention d'interjeter appel au juge (ou à la juge) présidant en cabinet au Palais de justice, au 2425, avenue Victoria, à Regina, en Saskatchewan, le mercredi \_\_\_\_\_,

(*quantième/mois/année*)

à 10h00, en vue de solliciter le redressement suivant:

- a) Une ordonnance rendue en vertu de la règle 71 des *Règles de la Cour d'appel* prorogeant le délai pendant lequel l'appellant éventuel peut signifier l'avis d'appel interjeté contre le jugement (ou l'ordonnance) du juge (de la juge) \_\_\_\_\_ rendu(e) le \_\_\_\_\_.  
(*quantième/mois/année*)
- b) Une ordonnance rendue en vertu de la règle 52 des *Règles de la Cour d'appel* accordant (ou n'accordant pas) les dépens de la présente requête à l'intimé éventuel.

2. Seront déposés à l'appui de cette requête les documents suivants:

- a) Le présent avis de motion accompagné de la preuve de signification.
- b) L'affidavit de \_\_\_\_\_.
- c) Le dispositif du jugement (ou de l'ordonnance) contre lequel (laquelle) l'appellant éventuel désire interjeter appel.
- d) La décision du juge (de la juge) \_\_\_\_\_ sur laquelle est fondé(e) le jugement (ou l'ordonnance).
- e) Un projet d'avis d'appel.
- f) Un projet d'ordonnance prorogeant le délai d'appel.
- g) Un mémoire précisant le fondement de la prorogation proposée.

3. Adresse aux fins de signification de l'appellant éventuel: \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone: \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur: \_\_\_\_\_

Avocat commis au dossier: \_\_\_\_\_

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_.  
(*quantième/mois/année*)

\_\_\_\_\_  
Nom et signature de l'avocat de l'appellant éventuel

DESTINATAIRE(S):

\_\_\_\_\_  
Intimé(s) éventuel(s)

**Historique:** 11 juillet 1997, Formulaire 3a.



RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

33

FORMULAIRE 3b (Règle 71)

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant éventuel,

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé éventuel.

DEVANT LE JUGE (LA JUGE)

)

Le mercredi

)

\_\_\_\_\_  
(quantième/mois/année)

)

SIÉGEANT EN CABINET

)

PROJET D'ORDONNANCE

VU LA REQUÊTE de l'appellant éventuel et ayant lu l'avis de motion accompagné de la preuve de signification, l'affidavit de \_\_\_\_\_, le dispositif du jugement (ou de l'ordonnance) et la décision du juge (de la juge) \_\_\_\_\_, ainsi que tout autre document déposé à l'appui de la requête, et compte tenu des prétentions des avocats,

IL EST ORDONNÉ COMME SUIVIT:

1. Le délai dans lequel l'avis d'appel peut être signifié, en appel du jugement (ou de l'ordonnance) du juge (de la juge) \_\_\_\_\_ rendu(e) le \_\_\_\_\_, soit prorogé  
(quantième/mois/année)  
jusqu'au \_\_\_\_\_ inclusivement.  
(quantième/mois/année)

2. L'intimé aura droit aux dépens de la présente requête, quel que soit le sort de la cause.

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_.  
(quantième/mois/année)

\_\_\_\_\_  
Greffier de la Cour d'appel

**Historique:** 11 juillet 1997, Formulaire 3b.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

34

FORMULAIRE 4a (Règle 49)

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant éventuel (*qualité devant la juridiction inférieure*),

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé éventuel (*qualité devant la juridiction inférieure*).

AVIS DE MOTION SOLLICITANT LA PERMISSION D'APPEL

SACHEZ QUE:

1. L'appellant éventuel a l'intention de présenter au juge (ou à la juge) président en cabinet au Palais de justice, au 2425, avenue Victoria, à Regina, en Saskatchewan, le mercredi \_\_\_\_\_

(*quantième/mois/année*)

à 10h00, une requête en vue de solliciter le redressement suivant:

- a) Une ordonnance rendue en vertu de la règle 49 des *Règles de la Cour d'appel* accordant à l'appellant éventuel la permission d'interjeter appel du jugement (ou de l'ordonnance) du juge (de la juge) \_\_\_\_\_ rendu(e) le \_\_\_\_\_ .  
(*quantième/mois/année*)
- b) Une ordonnance rendue en vertu de la règle 52 des *Règles de la Cour d'appel* prescrivant que les dépens de la présente requête suivent le sort de la cause.

2. Seront déposés à l'appui de la présente requête les documents suivants:

- a) Le présent avis de motion accompagné de la preuve de signification.
- b) Le jugement (ou l'ordonnance) contre lequel (laquelle) l'appellant éventuel désire interjeter appel.
- c) La décision du juge (de la juge) \_\_\_\_\_ sur laquelle est fondé(e) le jugement (ou l'ordonnance).
- d) Un projet d'avis d'appel.
- e) Un projet d'ordonnance permettant l'appel.
- f) Un mémoire précisant le fondement de la demande de permission d'appel.

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_ .  
(*quantième/mois/année*)

\_\_\_\_\_  
Nom et signature de l'avocat de l'appellant éventuel

Destinataire(s): \_\_\_\_\_  
Intimé(s) éventuel(s)

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

35

FORMULAIRE 4b (Règle 49)

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant éventuel,

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé éventuel.

DEVANT LE JUGE (LA JUGE)

)

Le mercredi

)

\_\_\_\_\_  
(quantième/mois/année)

)

SIÉGEANT EN CABINET

)

PROJET D'ORDONNANCE

VU LA REQUÊTE de l'appelant éventuel et ayant lu l'avis de motion accompagné de la preuve de signification, le dispositif du jugement (ou de l'ordonnance) et la décision du juge (de la juge) \_\_\_\_\_, ainsi que tout autre document déposé à l'appui de la requête, et compte tenu des prétentions des avocats:

IL EST ORDONNÉ COMME SUIT:

1. Il est permis à l'appelant éventuel d'interjeter appel du jugement (ou de l'ordonnance) du juge (de la juge) \_\_\_\_\_ rendu(e) le \_\_\_\_\_  
(quantième/mois/année)

OU

1. Il est permis à l'appelant éventuel d'interjeter appel du jugement (ou de l'ordonnance) du juge (de la juge) \_\_\_\_\_ rendu(e) le \_\_\_\_\_, dans la mesure où  
(quantième/mois/année)  
le jugement (ou l'ordonnance) donne lieu aux questions suivantes:

(Énoncer ici les questions précises à l'égard desquelles la permission a été ou sera donnée.)

2. Les dépens afférents à cette requête suivront le sort de la cause.

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_  
(quantième/mois/année)

\_\_\_\_\_  
Greffier de la Cour d'appel

**Historique:** 11 juillet 1997, Formulaire 4b.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

36

FORMULAIRE 5a (Règle 15)

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*),

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*).

AVIS DE MOTION SOLLICITANT LA LEVÉE DE  
LA SUSPENSION D'EXÉCUTION

SACHEZ QUE:

1. L'intimé a l'intention de présenter au juge (ou à la juge) président en cabinet, au Palais de justice, au 2425, avenue Victoria, à Regina, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_, à 10h00, une requête en vue

(*quantième/mois/année*)

de solliciter le redressement suivant:

- a) Une ordonnance rendue en vertu de la règle 15 des *Règles de la Cour d'appel* levant la suspension de l'exécution du jugement (ou de l'ordonnance) du juge (de la juge) \_\_\_\_\_ rendu(e) le \_\_\_\_\_  
(*quantième/mois/année*)
- b) Subsidiairement, une ordonnance prescrivant comme condition du maintien de la suspension la prise des mesures suivantes:

(*Énoncer ici les modalités que l'intimé désire voir imposer si la suspension doit être maintenue en tout ou en partie, par exemple:*

- (i) L'appelant consignera à la Cour la somme de \_\_\_\_\_ \$ au plus tard le \_\_\_\_\_  
(*quantième/mois/année*)
- (ii) Cette somme sera déposée par le greffier dans un compte portant intérêt et y demeurera jusqu'à ce que l'appel soit tranché.)

2. Seront déposés à l'appui de cette requête les documents suivants:

- a) Le présent avis de motion accompagné de la preuve de signification.
- b) L'affidavit de \_\_\_\_\_.
- c) Le dispositif du jugement (ou de l'ordonnance) contre lequel (laquelle) l'appelant désire interjeter appel.
- d) La décision du juge (de la juge) \_\_\_\_\_ sur laquelle est fondé(e) le jugement (ou l'ordonnance).
- e) Un projet d'ordonnance concernant le redressement sollicité.
- f) Un mémoire précisant le fondement de la demande de levée de la suspension.

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_  
(*quantième/mois/année*)

\_\_\_\_\_  
Nom et signature de l'avocat de l'intimé

Destinataire(s): \_\_\_\_\_  
Appelant(s)

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

37

FORMULAIRE 5b (Règle 15)

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant,

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé.

DEVANT LE JUGE (LA JUGE)

)

Le mercredi

)

\_\_\_\_\_  
(quantième/mois/année)

)

SIÉGEANT EN CABINET

)

PROJET D'ORDONNANCE

VU LA REQUÊTE de l'appelant éventuel et ayant lu l'avis de motion accompagné de la preuve de signification, l'affidavit de \_\_\_\_\_, le dispositif du jugement (ou de l'ordonnance) et la décision du juge (de la juge) \_\_\_\_\_, ainsi que tout autre document déposé à l'appui de la requête, et compte tenu des prétentions des avocats:

IL EST ORDONNÉ COMME SUIVIT:

Est levée la suspension de l'exécution prononcée en vertu de la règle 15 des *Règles de la Cour d'appel*.

OU

Est maintenue la suspension de l'exécution prononcée en vertu de la règle 15 des *Règles de la Cour d'appel* aux conditions suivantes:

*(Énoncer ici les conditions proposées auxquelles la suspension peut être maintenue, par exemple, dans le cas d'une ordonnance imposant la consignation judiciaire de fonds:*

1. L'appelant consignera auprès du greffier, au plus tard le \_\_\_\_\_, une somme \_\_\_\_\_ (quantième/mois/année) égale au montant imposé par le jugement frappé d'appel ou un cautionnement ou une lettre de crédit irrévocable au montant du jugement, jugé acceptable par le greffier.
2. Le greffier placera toutes les sommes consignées entre ses mains dans un compte portant intérêt et il conservera tout cautionnement ou lettre de crédit déposé auprès de lui, le tout jusqu'à ce qu'une nouvelle ordonnance soit rendue ou que l'appel soit définitivement tranché.
3. Les sommes réalisées par voie de bref d'exécution ou de saisie-arrêt seront conservées par le shérif ou le greffier local jusqu'à ce qu'une nouvelle ordonnance soit rendue ou que l'appel soit définitivement tranché.
4. (Autres modalités si nécessaire.)
5. Les dépens afférents à la présente requête suivront le sort de la cause.)

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_ (quantième/mois/année).

\_\_\_\_\_  
Greffier de la Cour d'appel

**Historique:** 11 juillet 1997, Formulaire 5b

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

38

FORMULAIRE 6a (Règle 46(1))

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*),

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*).

AVIS DE MOTION SOLLICITANT LA MISE EN ÉTAT DE L'APPEL

SACHEZ QUE:

1. L'intimé a l'intention de présenter au juge (à la juge) président en cabinet, au Palais de justice, au 2425, avenue Victoria, à Regina, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_, à 10h00, une requête en (*quantième/mois/année*) vue de solliciter le redressement suivant:

- a) Une ordonnance rendue en vertu de la règle 46(1) des *Règles de la Cour d'appel* prescrivant la mise en état diligente de cet appel, à peine de rejet de celui-ci pour défaut de poursuivre.
- b) Une ordonnance rendue en vertu de la règle 52 des *Règles de la Cour d'appel* accordant à l'intimé les dépens de cette requête.

2. Seront déposés à l'appui de cette requête les documents suivants:

- a) Le présent avis de motion accompagné de la preuve de signification.
- b) L'affidavit de \_\_\_\_\_.
- c) Un projet d'ordonnance exigeant la mise en état en conséquence.
- d) Un mémoire précisant le fondement de la requête.

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_  
(*quantième/mois/année*)

\_\_\_\_\_  
Nom et signature de l'avocat de l'intimé

Destinataire(s): \_\_\_\_\_  
Appelant(s)

**Historique:** 11 juillet 1997, Formulaire 6a.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

39

FORMULAIRE 6b (Règle 46(1))

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant,

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé.

DEVANT LE JUGE (LA JUGE) ) Le mercredi \_\_\_\_\_  
) (quantième/mois/année)  
)  
SIÉGEANT EN CABINET )

PROJET D'ORDONNANCE

VU LA REQUÊTE de l'intimé et ayant lu l'avis de motion accompagné de la preuve de signification, l'affidavit de \_\_\_\_\_, le dossier de l'instance, et compte tenu des prétentions des avocats:

IL EST ORDONNÉ COMME SUIVIT:

1. L'appelant mettra en état le présent appel de la façon suivante:

(Énoncer ici les mesures que doit prendre l'appelant, par exemple:

- a) L'appelant déposera auprès du greffier au plus tard le \_\_\_\_\_ un  
(quantième/mois/année)  
*praecipe* visant l'obtention de la transcription de la preuve conformément à la règle 21 des *Règles de la Cour d'appel*.
- b) L'appelant signifiera et déposera le dossier d'appel et le mémoire dans les 30 jours de la notification par le greffier de la réception de la transcription.

OU

- a) L'appelant signifiera et déposera son dossier d'appel et son mémoire dans les \_\_\_\_\_ jours de la signification à lui faite d'un exemplaire de la présente ordonnance.)

2. Si l'appelant devait ne pas se conformer à la présente ordonnance, permission est accordée à l'intimé de demander à la Cour, sur préavis de cinq jours, de rejeter l'appel pour défaut de poursuivre.

3. Les dépens afférents à cette requête seront adjugés à l'intimé.

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_  
(quantième/mois/année)

\_\_\_\_\_  
Greffier de la Cour d'appel

Historique: 11 juillet 1997, Formulaire 6b.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

40

FORMULAIRE 7 (Règle 46(1))

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*),

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*).

AVIS DE MOTION SOLLICITANT LE REJET DE L'APPEL  
POUR DÉFAUT DE POURSUIVRE

SACHEZ QUE:

1. L'intimé a l'intention de présenter au juge (à la juge) président en cabinet, au Palais de justice, au 2425, avenue Victoria, à Regina, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_, à 10h00, une requête en vue de solliciter le redressement suivant: (*quantième/mois/année*)

- a) Une ordonnance rendue en vertu de la règle 46(1) des *Règles de la Cour d'appel* rejetant l'appel en l'espèce pour défaut de poursuivre.
- b) Une ordonnance rendue en vertu de la règle 52 des *Règles de la Cour d'appel* accordant à l'intimé les dépens de cette requête.

2. Seront déposés à l'appui de cette requête les documents suivants:

- a) Le présent avis de motion accompagné de la preuve de signification.
- b) L'affidavit de \_\_\_\_\_.
- c) L'ordonnance du juge (de la juge) \_\_\_\_\_, en date du \_\_\_\_\_, accompagnée de la preuve de signification, (*quantième/mois/année*) prescrivant la mise en état de cet appel.

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_.  
(*quantième/mois/année*)

\_\_\_\_\_  
Nom et signature de l'avocat de l'intimé

Destinataire(s): \_\_\_\_\_  
Appelant(s)

**Historique:** 11 juillet 1997, Formulaire 7.



RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

41

FORMULAIRE 8 (Règle 45)

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*),

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*).

AVIS D'ABANDON

SACHEZ QUE:

L'appelant (ou le requérant, selon le cas) abandonne l'appel (ou la requête) concernant le jugement (ou l'ordonnance) du juge (de la juge) \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_ .  
(*quantième/mois/année*)

FAIT à \_\_\_\_\_ , en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_ .  
(*quantième/mois/année*)

\_\_\_\_\_  
Nom et signature (de l'avocat) de l'appelant (ou du requérant)

Destinataire(s): \_\_\_\_\_  
Intimé(s)

**Historique:** 11 juillet 1997, Formulaire 8.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

42

FORMULAIRE 9 (Règle 46(2))

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*),

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*).

AVIS DE JUSTIFICATION

SACHEZ QUE:

1. Le greffier a renvoyé le présent appel à la Cour d'appel pour qu'il soit rejeté au motif que l'appel paraît avoir été abandonné.
2. Vous avez 15 jours à compter de la date du présent avis pour demander à la Cour d'appel de vous permettre d'expliquer les raisons pour lesquelles l'appel ne devrait pas être rejeté, à peine de rejet de l'appel par la Cour pour cause d'abandon.

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_ .  
(*quantième/mois/année*)

\_\_\_\_\_  
Greffier de la Cour d'appel

Destinataire(s): \_\_\_\_\_  
Appelant(s)

**Historique:** 11 juillet 1997, Formulaire 9.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

43

FORMULAIRE 10a

(Jugement rejetant l'appel)

\_\_\_\_\_ [N<sup>o</sup> du dossier de la Cour]

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

ENTRE

\_\_\_\_\_ Appelant(s)

- et -

\_\_\_\_\_ Intimé(s)

DEVANT

[Le juge ou La juge] (nom) [, juge en chef de la Saskatchewan, s'il y a lieu]

[Le ou La] juge (nom)

[Le ou La] juge (nom)

JUGEMENT DE LA COUR

LE PRÉSENT APPEL interjeté contre le jugement [ou l'ordonnance] [du ou de la] juge (nom) rendu[e] le \_\_\_\_\_  
a été entendu le \_\_\_\_\_ à Regina [ou Saskatoon].

VU la documentation déposée à la Cour, y compris le jugement [ou l'ordonnance] rendu[e] par [le ou la] juge (nom) et les motifs à l'appui,

ET COMPTE TENU des observations des parties,

LA COUR ORDONNE CE QUI SUIT :

1. L'appel est rejeté.
2. L'appelant est condamné à payer sans délai les dépens taxés de l'intimé pour l'appel, fixés suivant la colonne \_\_\_\_\_ du tarif des dépens à la Cour d'appel.

Fait le \_\_\_\_\_ .

\_\_\_\_\_  
Greffier de la Cour d'appel

**Historique:** 16 novembre 2007 r.18.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

44

FORMULAIRE 10b

(Jugement accueillant l'appel et réformant le jugement de première instance)

\_\_\_\_\_ [N° du dossier de la Cour]

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

ENTRE

\_\_\_\_\_ Appellant(s)

- et -

\_\_\_\_\_ Intimé(s)

DEVANT

[Le juge ou La juge] (nom) [, juge en chef de la Saskatchewan, s'il y a lieu]

[Le ou La] juge (nom)

[Le ou La] juge (nom)

JUGEMENT DE LA COUR

LE PRÉSENT APPEL interjeté contre le jugement [ou l'ordonnance] [du ou de la] juge (nom) rendu[e]  
le \_\_\_\_\_ a été entendu le \_\_\_\_\_ à Regina [ou Saskatoon].

VU la documentation déposée à la Cour, y compris le jugement [ou l'ordonnance] rendu[e] par [le ou la] juge (nom) et les motifs à l'appui,

ET COMPTE TENU des observations des parties,

LA COUR ORDONNE CE QUI SUIT :

1. L'appel est accueilli et le jugement [ou l'ordonnance] porté[e] en appel est annulé[e].
2. L'appelant a gain de cause dans l'instance devant la Cour du Banc de la Reine qui a abouti au jugement [ou à l'ordonnance] porté[e] en appel.
3. L'intimé est condamné à payer sans délai les dépens taxés de l'appelant afférents à l'instance devant la Cour du Banc de la Reine qui a abouti au jugement [ou à l'ordonnance] porté[e] en appel, dépens à fixer à la Cour du Banc de la Reine suivant les règles de cette cour et son tarif des dépens.
4. L'intimé est condamné à payer sans délai les dépens taxés de l'appelant pour l'appel, fixés suivant la colonne \_\_\_\_\_ du tarif des dépens à la Cour d'appel.

FAIT le \_\_\_\_\_ .

\_\_\_\_\_  
Greffier de la Cour d'appel

**Historique:** 16 novembre 2007 r.18.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

45

---

FORMULAIRE 10c

(Jugement accueillant l'appel et modifiant le jugement de première instance)

---

[N° du dossier de la Cour]

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

ENTRE

---

Appelant(s)

- et -

---

Intimé(s)

DEVANT

[Le juge ou La juge] (nom) [, juge en chef de la Saskatchewan, s'il y a lieu]

[Le ou La] juge (nom)

[Le ou La] juge (nom)

JUGEMENT DE LA COUR

LE PRÉSENT APPEL interjeté contre le jugement [ou l'ordonnance] [du ou de la] juge (nom) rendu[e]  
le \_\_\_\_\_ a été entendu le \_\_\_\_\_ à Regina [ou Saskatoon].

VU la documentation déposée à la Cour, y compris le jugement [ou l'ordonnance] rendu[e] par [le ou la] juge (nom) et les motifs à l'appui,

ET COMPTE TENU des observations des parties,

LA COUR ORDONNE CE QUI SUIT :

1. L'appel est accueilli et le jugement [ou l'ordonnance] porté[e] en appel est modifié[e] ainsi qu'il suit :

.....

2. L'intimé est condamné à payer sans délai les dépens taxés de l'appelant pour l'appel, fixés suivant la colonne \_\_\_\_\_ du tarif des dépens à la Cour d'appel.

FAIT le \_\_\_\_\_ .

---

Greffier de la Cour d'appel

**Historique:** 16 novembre 2007 r.18.

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

46

---

FORMULAIRE 10d

(Jugement accueillant l'appel et ordonnant la tenue d'un nouveau procès)

---

[N<sup>o</sup> du dossier de la Cour]

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

ENTRE

---

Appelant(s)

- et -

---

Intimé(s)

DEVANT

[Le juge ou La juge] (nom) [, juge en chef de la Saskatchewan, s'il y a lieu]

[Le ou La] juge (nom)

[Le ou La] juge (nom)

JUGEMENT DE LA COUR

LE PRÉSENT APPEL interjeté contre le jugement [du ou de la] juge (nom) rendu le \_\_\_\_\_ a été  
entendu le \_\_\_\_\_ à Regina [ou Saskatoon].

VU la documentation déposée à la Cour, y compris le jugement rendu par [le ou la] juge (nom) et les motifs à l'appui,

ET COMPTE TENU des observations des parties,

LA COUR ORDONNE CE QUI SUIIT :

1. L'appel est accueilli et le jugement porté en appel est annulé.
2. Un nouveau procès sera tenu entre les parties.
3. L'intimé est condamné à payer sans délai les dépens taxés de l'appelant pour l'appel, fixés suivant la colonne \_\_\_\_\_ du tarif des dépens à la Cour d'appel.

FAIT le \_\_\_\_\_ .

---

Greffier de la Cour d'appel

**Historique:** 16 novembre 2007 r.18.

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*)

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*)

AVIS DE SÉANCE DE TAXATION DES DÉPENS

DESTINATAIRE :

J'AI FIXÉ UNE SÉANCE pour la taxation des dépens de \_\_\_\_\_ qui  
aura lieu devant le greffier de la Cour d'appel de la Saskatchewan le \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_ à \_\_\_\_  
heures du matin au palais de justice du 2425, avenue Victoria, à Regina, en Saskatchewan.

Ci-joint copie du projet de note de frais ainsi qu'un affidavit des débours.

Si vous avez reçu signification du présent avis et que vous ne vous présentez pas, le greffier pourra procéder en votre absence.

FAIT à Regina, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_ .

\_\_\_\_\_  
Greffier adjoint

**Destinataire :** Appelant/Intimé

Auteur du présent document

[Nom de l'appelant ou de l'intimé]

[Adresse]

Avocat, le cas échéant

[Nom du cabinet]

[Adresse]

[Avocat commis au dossier]

[Téléphone]

[Télécopieur]

## FORMULAIRE 11b

CACV \_\_\_\_\_

## COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*)

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*)NOTE DE FRAIS - Colonne \_\_\_\_\_

N°	POSTE	HONORAIRES	DÉBOURS	INCLUS	EXCLU
1	Motion en permission d'appel				
2	Avis d'appel				
3	Droit versé à l'intimé sur réception de l'avis d'appel				
4	Motions simples				
5	Motions complexes a) contestées b) non contestées				
6	Entente relative au contenu du dossier d'appel				
7	Préparation du dossier d'appel				
8	Préparation du mémoire d'appel				
9	Toute autre préparation en vue d'une audience				
10	Comparution pour plaider en appel devant la Cour d'appel (par demi-journée) Second avocat (sur permission de la Cour, par demi-journée)				
11	Élaboration du dispositif du jugement ou de l'ordonnance				
12	Correspondance				
13	Préparation de la note de frais				
14	Taxation de la note de frais				



## RÈGLES DE LA COUR D'APPEL

49

N°	POSTE	HONORAIRES	DÉBOURS	INCLUS	EXCLU
15	Pour tout autre service : le tarif des frais d'avocat applicable devant le tribunal dont appel est interjeté				
16	Débours nécessaires avec pièces justificatives				
	<b>TOTAL DES HONORAIRES</b>				
	<b>TOTAL DES DÉBOURS</b>				
	<b>TOTAL DES HONORAIRES ET DÉBOURS</b>				

INCLUS DANS LA TAXATION \_\_\_\_\_ \$

EXCLU DE LA TAXATION \_\_\_\_\_ \$

RÉSULTAT DE LA TAXATION \_\_\_\_\_ \$

La présente note de frais a été taxée à la somme de \_\_\_\_\_  
 \$ en ce \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_\_ .

\_\_\_\_\_  
 Greffier de la Cour d'appel

Auteur du présent document  
 [Nom de l'appelant ou de l'intimé]  
 [Adresse]  
 Avocat, le cas échéant  
 [Nom du cabinet]  
 [Adresse]  
 [Avocat commis au dossier]  
 [Téléphone]  
 [Télécopieur]

**Historique:** 4 juillet 2014, Formulaire 11b.

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*)

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*)

AVIS D'ORGANISER UNE SÉANCE DE TAXATION

DESTINATAIRE : Partie qui a droit aux dépens

Vous avez droit à des dépens en vertu de [nommer l'ordonnance, le jugement, la règle ou la disposition législative qui y donne droit].

Sur réception de la signification du présent avis, vous avez 14 jours pour organiser une séance de taxation, à défaut de quoi je pourrai procéder, même en votre absence, à la taxation de vos dépens.

FAIT à Regina, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_ .

\_\_\_\_\_  
Greffier de la Cour d'appel

AUTRES DESTINATAIRES : Les autres parties qui ont un intérêt dans la taxation.

---

FORMULAIRE 11d

CACV \_\_\_\_\_

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*)

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*)

CERTIFICAT DE TAXATION DES DÉPENS

JE CERTIFIE avoir taxé les dépens de \_\_\_\_\_ dans le  
présent appel en vertu de la règle 54 des *Règles de la Cour d'appel* et avoir taxé à la somme de \_\_\_\_\_  
\$ les dépens mis à la charge de \_\_\_\_\_

FAIT à Regina, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_ .

\_\_\_\_\_  
Greffier de la Cour d'appel

DESTINATAIRE : Appellant/Intimé

FORMULAIRE 12

CACV \_\_\_\_\_

COUR D'APPEL DE LA SASKATCHEWAN

Entre

\_\_\_\_\_, Appellant (*qualité devant la juridiction inférieure*)

- et -

\_\_\_\_\_, Intimé (*qualité devant la juridiction inférieure*)

CERTIFICAT DE SIGNIFICATION

Je soussigné, \_\_\_\_\_, membre du Barreau de la Saskatchewan et avocat de l' \_\_\_\_\_, certifie avoir, le \_\_\_\_ 20\_\_\_\_, fait signifier à [l'avocat de] l' \_\_\_\_\_ une copie conforme du document suivant ou des documents suivants : [*document(s)*]

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Signature

Auteur du présent document

[*Nom du cabinet*]

[*Adresse*]

[*Avocat commis au dossier*]

[*Téléphone*]

[*Télécopieur*]

Destinataire : Greffier

Cour d'appel de la Saskatchewan

2425, avenue Victoria

Regina (Saskatchewan) S4P 4W6

Téléphone : 306-787-5382

Télécopieur : 306-787-5815

Dépôt électronique : <https://ecourt.sasklawcourts.ca>